



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine

262 rue du Pré à Varois
54670 Custines

Références : 2026_0299
Code AIOT : 0006209303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine implanté Rue des trappiers 54380 Dieulouard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine
- Rue des trappiers 54380 Dieulouard
- Code AIOT : 0006209303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de transit, tri et regroupement de déchets issus pour l'essentiel de la collecte sélective de déchets auprès des particuliers, relevant du régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
8	rapport accident	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	mise en sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 2	Sans objet
2	impact environnemental et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.1	Sans objet
3	impact environnemental et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.2	Sans objet
4	impact environnemental et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.3	Sans objet
5	impact environnemental et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.4	Sans objet
7	déchets	AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendu sur le site PAPREC de Dieulouard, le 30/01/2025 dans le cadre du suivi des mesures mise en œuvre par l'exploitant consécutivement à l'incendie du 06/11/2025 dernier qui a intégralement détruit le bâtiment abritant l'activité de tri des déchets issus de la collecte sélective (écosacs des ménages).

Il ressort des actions engagées par l'exploitant PAPREC RESEAU GRAND EST consécutivement à l'incendie du 06/11/2025 que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences 2025-303 du 06/11/2025, sont respectées, à l'exception de celles visant la transmission d'un rapport d'accident, les éléments transmis appelant des compléments portant sur les enseignements et les causes de l'incendie, pour satisfaire pleinement aux dispositions du Code de l'environnement.

La conformité partielle vis-à-vis de cette prescription ne fait pas obstacle à la levée de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences objet du présent rapport, l'exploitant ayant remis un rapport d'accident (constat n°8) qui mérite d'être complété. En outre, l'exploitant s'est conformé aux dispositions premières de cet arrêté qui visaient à la mise en œuvre de mesures d'urgence de mise

en sécurité et d'analyse de l'impact environnemental et sanitaire de l'incendie du 05/11/2016.
L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence peut être levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, mise en sécurité
Prescription contrôlée : Les opérations sont conduites avec toutes les précautions nécessaires afin d'éviter un sur-accident. En particulier, l'exploitant procède sans délai à l'arrêt et au maintien en sécurité des installations endommagées par l'événement ainsi que des autres installations du site, susceptibles d'être impactées par effet domino ou non. En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence. Les justificatifs liés aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne sont transmis et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre une série d'opérations concourant à la mise en sécurité de l'installation, qui ont démarré dès la fin du sinistre. A l'issue du sinistre le bâtiment 4 (hall C) abritant les installations de tri est à l'état de ruine, et les bâtiments 1 (hall A) et 2 (hall B), ont été endommagés. Les opérations suivantes ont été réalisées : > 06/11 sécurisation des abords de la zone sinistrée pour en limiter les accès et surveillance permanente du site par des employés de l'exploitant ; > 07/11 remise en service des moyens incendie des bâtiments voisins de la halle de tri sinistrée (sprinklage du bâtiment 2, RIA des bâtiments 1 et 2 , canons du bâtiment 1) ; > 07/11 expertise par un bureau d'étude quant à la stabilité du bâtiment 1, lequel a préconisé dans un rapport en date du 08/11/2025 des travaux de sécurisation, qui ont fait l'objet d'actions immédiates par l'exploitant (raccrochement de cornières et vérification d'assemblage de portiques) et d'un plan d'action pour les travaux non structurels ; > 12/11, mise en œuvre de moyens de lutte contre l'incendie internes permanents pour mobiliser la réserve d'eau de 240 m ³ implantée sur le site afin de protection des stockages de matières entreposées dans le bâtiment 1. > 25/11 démarrage des travaux de démolition du bâtiment 4 (hall C), sous couvert d'un permis de démolir délivré par la Mairie de Dieulouard le 10/11, lesquels se sont achevés le 18/12/2025 par le dernier mouvement d'évacuation des ferrailles générées. > 27/11 remise en fonction de la détection (caméras thermiques) des bâtiments 1 et 2 impactés par le sinistre. L'inspection s'est rendue sur site le 30/01/2026 ; Elle a constaté la complète démolition du bâtiment 4 (installation de tri), ainsi que les réparations opérées sur les bâtiments 1 et 2 au titre des mesures de remédiation mises en œuvre pour garantir la résistance structurelle des bâtiments voisins de celui détruit.

Les actions engagées par l'exploitant sont satisfaisantes vis-à-vis de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : impact environnemental et sanitaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, 3.1 - Élaboration d'un plan de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.1 - Élaboration d'un plan de prélèvements L'exploitant élabore et transmet à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements comprenant :</p> <p>a) un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de déchets non dangereux impactés par l'incident ;</p> <p>b) une évaluation de la nature et des quantités des produits de la combustion des déchets non dangereux susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère ;</p> <p>c) la détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ; Pour l'air, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques ou à minima par les informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie). De plus, une description la plus précise possible du sinistre est faite (les autres sources de données disponibles -Service d'Incendie et de Secours, notamment- sont exploitées), elle est utilement appuyée par des photographies.</p> <p>d) un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;</p> <p>e) une proposition de plan de prélèvement (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en d) ci-dessus. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ;</p> <p>f) la justification des paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son plan de prélèvement le 13/11/2025. Il a été établi avec le concours d'un bureau d'étude.</p> <p>Le plan de prélèvement a été élaboré sur la base de modélisation des retombées de fumées assises sur les conditions climatiques et la direction du vent constatées le jour du sinistre. Il comporte notamment deux points de prélèvement, positionnés en fonction des directions du vent observées lors des événements, ainsi qu'un point témoin complémentaire. Ainsi ont été choisis :</p> <ul style="list-style-type: none"> > 9 points de prélèvement de sol dont un témoin ; > 6 points de prélèvement d'air dont un témoin ; > 6 points de prélèvement de dépôts dont un témoin ;

<p>> 3 points de prélèvement d'eau de surface (amont, aval et au droit du site).</p> <p>Les paramètres caractérisés dans les prélèvement sont les suivants : pour la matrice air : PM10, PM2.5, COV, BTEX ; pour les eaux surface et les sols superficiels : métaux, HCT, HAP, PCB, dioxines, furanes, PFAS ; pour les dépôts : dioxines, furanes, HAP.</p> <p>Les substances ciblées correspondent à celles habituellement retenues pour caractériser l'impact des fumées issues de la combustion des matériaux contenus dans les équipements industriels (métaux, bandes transporteuses, revêtements, huiles minérales) que l'on retrouve dans les guides professionnels relatifs aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie dans cette typologie de site industriel.</p> <p>Le plan de prélèvement comporte l'ensemble des éléments pertinents vis-à-vis de l'incendie.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : impact environnemental et sanitaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, 3.2 - Paramètres à intégrer à minima dans le suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.2 - Paramètres à intégrer à minima dans le suivi Le plan de prélèvement comporte à minima le suivi des paramètres suivants : matrice : suie visible à proximité du foyer et dans une zone représentative de la retombée des fumées hydrocarbures aromatiques polycycliques - HAP hydrocarbures totaux - HCT métaux totaux polychlorodibenzo-p-dioxine - PCDD polychlorodibenzo-furanes - PCDF</p> <p>Constats :</p> <p>Le plan de prélèvement transmis par l'exploitant (contenu détaillé au constat n°2 ci-avant) comporte les exigences minimales objet de la présente prescription.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : impact environnemental et sanitaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, 3.3 - Mise en œuvre du plan de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.3 - Mise en œuvre du plan de prélèvements L'exploitant met en œuvre le plan de prélèvements défini en application de l'article 3.1, éventuellement modifié pour tenir compte des remarques formulées lors de son instruction par</p>

l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prélèvement mis en œuvre par l'exploitant s'est traduit par le prélèvement d'échantillons : d'air ambiant et de dépôts surfaciques le 06/11/2025 (jour du sinistre) et d'eaux de surface et de sols superficiels le 07/11/2025. Au regard des résultats des investigations (voir constat n°5 ci-après), les végétaux prélevés en même temps que les sols n'ont pas été analysés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : impact environnemental et sanitaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 3.4	
Thème(s) : Risques accidentels, 3.4 - Résultats et interprétation de la surveillance environnementale	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.4 - Résultats et interprétation de la surveillance environnementale</p> <p>Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.</p> <p>Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :</p>	
<i>Milieux</i>	<i>Références</i>
<i>Sol</i>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),</i> • <i>fond géochimique naturel local</i>
<i>Eau</i>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)</i> • <i>critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable</i> • <i>NQE (Normes de qualité</i>

	<ul style="list-style-type: none"> • <i>NQE (Normes de qualité environnementale - Directive Cadre sur l'eau)</i>
<i>Denrées alimentaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Destinées à l'homme : Règlement européen CE/1831/2003 modifié par celui du 2 décembre 2011 (1259/2011), complété par les recommandations du 23 août 2011 (pour les fruits et légumes)</i> • <i>Destinées à l'alimentation animale : règlement européen du 28 mars 2012</i>
<i>Air</i>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur</i>

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

Constats :

Les résultats d'analyses ont fait l'objet d'une étude sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre datée du 16/12/2025 (RT121_PAPREC_DIEULOUARD_2025_CJON_V02).

S'agissant de la surveillance environnementale, il ressort des analyses conduites et de leur comparaison avec les valeurs de référence que :

> pour l'air, pendant l'incendie les analyses de COV n'ont montré aucun impact des fumées sur la qualité de l'air ambiant ;

> pour les dépôts surfaciques, les concentrations en dioxines, furanes et HAP mesurées étaient inférieures aux limites de quantification des appareils de mesure, y compris dans la zone de retombées maximales ;

> pour les sols superficiels :

* des teneurs supérieures aux valeurs de référence pour les métaux, HAP, HCT et dioxines-furanes sont observées sur l'emprise du site. Ces dépassements sont modérés et démontrent un impact limité des fumées de l'incendie sur les sols superficiels ;

* Des métaux et HAP sont détectés hors-site, au nord et à l'ouest du site ; ils sont des marqueurs de pollutions historiques des sols ;

> pour les eaux superficielles, les concentrations de tous les composés analysés dans les eaux de surface sont inférieures aux valeurs limites pour l'eau destinée à la consommation humaine fixées par l'arrêté ministériel du 30/12/2022, suggérant une absence d'impact de l'incendie sur ce milieu.

Ainsi, il apparaît que les investigations menées sur les différents milieux, mettent en évidence un faible impact des fumées de l'incendie limité aux sols superficiels au nord de l'emprise de l'installation, et répondent aux exigences de la prescription, sans appeler la mise en œuvre d'investigations complémentaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Les eaux d'extinction font l'objet d'un traitement conformément à l'arrêté préfectoral 2013-0305 du 26/11/2014 autorisant l'exploitation de l'installation.

Constats :

L'extinction du sinistre a généré un volume d'eau d'extinction de 750m³. Ces dernières ont fait l'objet d'un prélèvement en date du 07/11/2025, et d'un rapport d'analyse du 25/11/2025.

L'arrêté préfectoral 2013-0305 du 26/11/2014 autorisant l'exploitation de l'installation, prescrit par son article 4.3.9 le possible rejet des eaux pluviales et de celles du bassin de confinement vers le milieu naturel (MOSELLE), dès lors qu'elle respectent les valeurs limites prescrites dans ce même article. Le rapport d'analyse fait état d'un dépassement aux valeurs limites d'émissions fixées par cet article au titre du paramètre phénols, lequel a été quantifié à 2,7 mg/L pour une valeur limite de 0,3 mg/L.

Au regard de ce dépassement l'exploitant n'a pas évacué les eaux d'extinction collectées vers le milieu naturel mais vers la station d'épuration qui traite habituellement les rejets d'eaux usées de l'installation.

L'évacuation des eaux vers la station d'épuration a fait l'objet d'échange préalables quant à leur pollution avec le maire de la commune de Dieulouard, qui a donné son aval le 09/12/2025 pour un rejet des eaux d'extinction dans la station d'épuration, sans pour autant garantir que la station de traitement était équipée de dispositif de traitement du polluant phénol.

Les eaux d'extinction ont été évacuées par échelonnement à hauteur de 50m³/j, jusqu'au 02/01/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le respect de la prescription appelle la transmission à l'inspection d'éléments quant aux capacités de traitement de la station d'épuration qui a pris en charge les eaux d'extinction. Le cas échéant, l'exploitant précisera l'impact résiduelle de ce rejet vis-à-vis de l'exutoire dans lequel elles ont été rejetées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Prescription contrôlée : Les déchets récupérés sont entreposés dans de bonnes conditions de sécurité sur une aire étanche. Leur gestion et leur élimination sont réalisées dans des conditions propres à éviter des effets néfastes sur l'environnement et les nuisances pour les tiers (odeurs, fumées, ...). L'exploitant élabore un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'accident. Il procède à l'évacuation dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et assure la traçabilité des actions engagées.
Constats : L'incendie s'est produit dans le bâtiment abritant les installations de tri des déchets de collecte sélective (écosacs des ménages), la chaîne de tri n'était alors pas en fonctionnement si bien qu'il n'y a eu que peu de déchets de cette nature brûlés. Les déchets générés par le sinistre sont essentiellement des ferrailles qui ont fait l'objet d'un stockage sur site puis d'une évacuation vers une installation de traitement, autorisée à recevoir ces déchets. Les travaux de démolition ont donné lieu à l'évacuation de 838,6 tonnes de ferrailles, en 50 mouvements entre le 01/12 et le 18/12/2025. La gestion des déchets opérée par l'exploitant est satisfaisante vis-à-vis de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : rapport accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/11/2025, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, rapport accident
Prescription contrôlée : L'exploitant télédéclore et transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident conformément à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement qui précise les circonstances et la chronologie de l'événement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.
Constats : L'exploitant a produit au titre de cette prescription un document du 12/12/2025 intitulé "fiche de notification d'accident/incident". Il s'agit du formulaire mis à disposition par le Ministère en charge de l'environnement pour la notification des événements ayant eu lieu sur les sites industriels. L'exploitant a procédé à une télédéclaration le 05/03/2026, via la plateforme dédiée, apportant quelques éléments complémentaires à sa version initiale. Les éléments contenus dans les documents, s'il répondent à certains points de l'article R.512-69 du Code de l'environnement appellent un développement pour satisfaire complètement à la prescription. Pour rappel l'article R.512-69 dispose notamment que : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu

de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

[Un rapport d'accident] précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Aussi apparaît-il que les éléments produits par l'exploitant appellent un développement quant :

- aux causes de l'événement, puisque l'exploitant n'identifie pas l'origine du feu,
- aux enseignements tirés, puisque l'exploitant n'identifie pas particulièrement d'évolutions de ces moyens de protection contre l'incendie qui auraient pu réduire l'étendue du sinistre,

Il appartient à l'exploitant de compléter son document en ce sens.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport d'accident transmis à l'inspection, sous la forme d'une fiche télédéclarée, mérite d'être complété quant aux éléments relatifs aux causes et enseignements tirés du sinistre par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois